



CNRS - Délégation Ile de France Gif sur Yvette
Service Finance Achats et Comptabilité
Pôle Achats
Avenue de la Terrasse
91190 Gif-sur-Yvette

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

C.C.A.P. N°25006 du 06/03/2025

Objet de la procédure : Prestations liées à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien dans le domaine de la plomberie et du chauffage pour les unités de recherche ou de service du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Acheteur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Le Délégué régional pour la Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Bénéficiaires : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Délégation Ile de France Gif sur Yvette – Service Technique et Logistique à Gif sur Yvette.

Table des matières

Lexique	5
1. Objet de l'accord-cadre.....	6
2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES	6
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE	7
4. DUREE DE L'ACCORD CADRE	7
5. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	8
5.1 Obligation de confidentialité.....	8
5.2 Protection des données à caractère personnel.....	8
6. ASSURANCES	9
7. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE.....	9
8. PRIX	10
8.1 Contenu du prix.....	10
8.2 Révision des prix.....	10
8.3 Evolutivité du bordereau de prix unitaires	11
8.4 Dispositions financières diverses	11
8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
9. MODALITES DE PAIEMENT	11
9.1 Avance	11
9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures	12
9.3 Délais de paiement	14
9.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	14
10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	14
10.1 Réunion de lancement	14
10.2 Réunion de suivi d'activité.....	15
10.3 Les intervenants de l'accord -cadre	15
10.4 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques	15
10.5 Les types d'interventions :	16
10.6 Modalités de passation des bons de commande :	17
10.7 Modalités de passation des marchés subséquents :	17
10.8 Lieu de livraison	18
10.9 Nuisances	18
10.10 Organisation pour le nettoyage du site et l'évacuation des déchets	18
10.11 Bilans annuels :	18
10.12 Clause de réexamen.....	19
10.13 Exécution de la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire	19
10.14 Locaux mis à la disposition du titulaire :	19
10.15 Clauses de sureté	19

11. CLAUSE SOCIALE	20
11.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi	20
11.2 - Les publics visés.....	20
11.3- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion	21
11.4-Modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion.....	21
11.5-Le contrôle de l'action d'insertion.....	21
11.6 Sous-traitance.....	22
11.7. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion	22
11.8. Respect de la réglementation RGPD	23
11.9. Difficultés éventuelles de réalisation	23
12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	24
13 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	24
14 MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION	25
14.1 Modifications techniques mineures	25
14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	25
14.2.1 Modifications mineures	25
14.2.2 Modifications majeures.....	25
15 SOUS TRAITANCE	25
15.1 Dispositions générales.....	26
15.2 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement.....	26
15.3 conditions de paiement direct du sous-traitant	27
15.4 Obligations du titulaire.....	27
16 Pénalités	28
17 Résiliation	30
18. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE	30
18.1 Obligation de conseil.....	30
18.2 Obligation du titulaire	30
18.3 Respect des dispositions du code du travail	31
18.4. Documents à fournir en cours d'exécution	31
19. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE.....	31
19.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)	31
19.2 Mesures de sécurité	32
19.3. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	32
19.4.Mesures de portée générale	33
20. RESPONSABILITE ET GARANTIE	34
20.1 Responsabilité	34
21. GARANTIES FINANCIERES	35
22. STIPULATION PARTICULIERE	35
23. PROPRIETE INTELLECTUELLE	35
24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE	35

24.1 Règlement amiable	35
24.2 Procédure contentieuse	35
25. REDRESSEMENT JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS	36
26. DISPOSITIONS DIVERSES	36
26.1 Cession de l'accord cadre	36
26.2. Droit applicable	36
26.3 Cession et nantissement.....	36
26.4. Mauvaise interprétation de l'accord cadre	37
27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS	37

Lexique

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations.

« **Titulaire** » : la ou les personnes co-contractantes désignées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre.

« **Acheteur** » : désigne le donneur d'ordre pour lequel l'accord cadre est exécuté. Il est responsable de la passation et du suivi d'exécution de chaque bon de commande.

« **Ordonnateur** » : désigne le Délégué régional chargé de prescrire l'exécution des dépenses.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans le présent accord cadre.

« **CCTP** » : désigne le cahier des clauses techniques particulières. Ce sont les stipulations qui donnent une description précise des prestations à réaliser.

« **CCAP** » : désigne le présent cahier des clauses administratives particulières. Ce sont les stipulations administratives propres à l'accord cadre.

« **Prestation** » : désigne l'ensemble des tâches prévues dans les documents de l'accord cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

« **CCAG** » : Cahier des clauses administratives générales, désigne des documents types fixant les dispositions applicables à une catégorie d'accord cadre.

« **BPU** » : désigne le bordereau de prix unitaire

« **STL** » : désigne le service technique et logistique du CNRS de Gif sur Yvette

« **ZRR** » désigne une zone à régime restrictif

1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des Prestations liées à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien dans le domaine de la plomberie et du chauffage pour les unités de recherche ou de service du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Sont concernés pour le présent accord cadre, les prestations suivantes :

- Interventions programmées sur tout le périmètre couvert par l'accord-cadre et nécessaires à l'activité du CNRS (scientifique, administratif, technique, hébergement, sanitaire, chauffage, restauration, etc...). Ces interventions couvrent l'ensemble des unités du CNRS (voir détail du périmètre article 4 du CCTP). A titre informatif, les unités les plus demandeuses sont listées dans l'annexe 1 du CCTP.
- Intervention d'urgence pendant les heures ouvrables, qui consiste à mettre en sécurité les biens et les personnels sur toutes les installations du domaine couvert par l'accord cadre. Ces interventions couvrent l'ensemble des unités du CNRS (voir détail du périmètre article 4 du CCTP). A titre informatif, les unités les plus demandeuses sont listées dans l'annexe 1 du CCTP.
- Une prestation d'astreinte annuelle pour tout incident survenant dans le domaine couvert par l'accord cadre et nécessitant la mise en sécurité des biens et des personnels des services et unités du campus de Gif sur Yvette nommées MOY400 + LAC/LUMIN à Orsay ainsi que les unités suivantes : le LISN, l'IAS et le C2N du CNRS ; sur le créneau (18H00 à 08H00).

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figure dans le CCTP et son annexe 1, nomenclature des sites les plus consommatrices ; à titre informatif.

Périmètre de l'accord cadre : voir détail à l'article 4 du CCTP. Le titulaire intervient sur l'ensemble du périmètre relevant de la délégation Ile de France Gif sur Yvette implanté sur 12 communes : Bures sur Yvette, Cachan, Chatenay Malabry, Chatillon, Evry, Fontenay aux Roses, Gif sur Yvette, Guyancourt, Jouy en Josas, Orsay, Palaiseau et Versailles.

L'accord cadre ne prend pas en compte :

- Les réseaux primaires de chauffage.
- Les réseaux enterrés sur le campus.
- Les alimentations électriques des équipements
- Les percements, carottages de diamètre supérieur au diamètre indiqué au présent CCTP

2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES

La procédure de passation de l'accord cadre est soumise aux dispositions du code de la commande publique.

Elle est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2/1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une prestation de service sous la forme d'un accord cadre mixte conformément aux articles R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, mono-attributaire, exécuté soit :

- au fur et à mesure du besoin par **l'émission de bons de commande en lien avec le BPU**, lorsque l'accord cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et selon les conditions fixées aux articles R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique ;
- soit par la conclusion de **marchés subséquents hors BPU**, lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et conformément aux articles R2162-5 à R2162-9 du code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable à l'accord cadre est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021, sauf pour les

stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

Bien que non matériellement joint à l'accord cadre, le CCAG/FCS est réputé être parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur. Le CCAG/FCS est consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles constitutives du présent accord cadre sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et les annexes
 - n°1 bordereau de prix unitaire,
 - n°2 la clause sociale
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P n°25006 du 06/03/2025
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
 - n°1 « Nomenclature des sites et surfaces pour les unités les plus consommatrices en matière de prestation de plomberie, à titre informatif.
- L'offre technique du titulaire constitué du cadre de réponse technique (CRT)

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord cadre listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Les originaux des documents listés ci-dessus sont conservés par l'acheteur et font seule foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité de l'accord cadre et les obligations de l'acheteur et du Titulaire.

Notification :

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché consiste en la remise de l'original ou d'une copie (en cas de signature manuscrite), délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement signé par les deux parties. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat : PLACE.

Du fait de l'apposition de la signature de l'acheteur sur l'acte d'engagement, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

Pièces à remettre au titulaire :

L'acheteur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord cadre.

4. DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée globale de 48 mois.

En aucun cas la fin de l'accord cadre ne peut justifier l'interruption des prestations de l'exercice en cours : le Titulaire reste

engagé jusqu'à la fin des prestations en cours.

Tous bons de commande ou marchés subséquents émis pendant la durée de l'accord cadre doivent se voir exécutés, même si la durée d'exécution dépasse la fin de validité de l'accord cadre.

L'accord cadre n'est pas reconductible.

5. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

5.1 Obligation de confidentialité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, les prestations, objet du présent accord cadre, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne des unités et services du CNRS, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.

L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent accord cadre. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée du marché et notamment en cas de résiliation.

5.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/FCS, chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

Certaines données transmises par l'acheteur au titulaire en application du présent accord cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

L'acheteur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues. En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut-être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord cadre, conformément aux modalités exposées par l'accord cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables

6. ASSURANCES

La police d'assurance souscrite par le Titulaire doit garantir au minimum les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le Titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis du CNRS et des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réalisation des prestations objet de l'accord cadre.

7. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE

Les prestations confiées au titulaire seront exécutées en fonction du seuil maximum pour la durée globale de l'accord cadre soit 4 ans fixé à 2 500 000,00 € H.T. Conformément à l'article R2162-4/2, l'accord cadre est conclu sans seuil minimum.

Ce seuil correspond au montant maximum que le CNRS pourra commander sous la forme de :

- bon de commande émis à partir du BPU pour les interventions relatives à l'accord cadre,
- un marché subséquent composé d'un devis et d'un bon de commande pour les prestations non prévues dans le BPU et devenues nécessaires,
- bon de commande annuel pour les prestations d'astreinte.

A titre indicatif, la consommation moyenne des prestations réalisées en 2023 et 2024 est de 350 000€ HT par an.

8. PRIX

Le présent accord cadre est conclu :

- à prix forfaitaire annuel fixé dans le BPU pour l'astreinte.
- à prix unitaire fixé dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour toutes les interventions prévues par l'accord cadre autre que l'astreinte.
- à prix forfaitaire sur devis du titulaire pour les prestations nécessitant un marché subséquent.

8.1 Contenu du prix

Les prix indiqués dans le BPU incluent tous les frais liés à l'exécution des prestations de l'accord cadre y compris la main d'œuvre sauf mentions contraires, les prestations décrites dans le CCTP et les autres documents contractuels de l'accord cadre.

Conformément à l'article 10 du CCAG/FCS, les prix du bordereau de prix unitaire sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'assurance, le conditionnement, le stockage éventuel, le transport, ainsi que toutes les prestations prévues au CCTP et les fournitures nécessaires, sous la responsabilité et à la charge du titulaire.

Il est réputé comprendre, également, toutes charges correspondantes à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans les conditions de l'accord cadre.

8.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de l'accord cadre (date de notification).

Mois d'établissement des prix

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (mai 2025). Ce mois est appelé " Mois Zéro - Mo".

Modalités de mise en œuvre : le titulaire transmet à l'acheteur le nouvel indice calculé selon la formule paramétrique de l'accord cadre au moins 30 jours ouvrables avant la date anniversaire de l'accord cadre pour acceptation par l'acheteur. Il y joint le tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués. Cet envoi est accompagné des attestations fiscales, sociales et assurances en cours de validité.

L'acheteur notifie au titulaire son accord pour l'application des nouveaux tarifs par courrier. Le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur le BPU de l'accord cadre actualisé des nouveaux tarifs.

En cas de retard de la demande du titulaire au-delà de 2 mois après la date anniversaire de l'accord cadre, la révision des prix est reportée à l'année suivante.

Variation dans les prix

En cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, il est fait usage de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations. La modification sera alors formalisée entre le titulaire et le CNRS.

Le prix du marché est révisé, à la hausse comme à la baisse, selon la formule de révision ci-dessous.

Indice de référence :

- BT 38 Identifiant 001710972: Plomberie sanitaire (y compris appareils) INSEE :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710972>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent par l'intermédiaire d'un avenant :

- d'adopter l'indice de remplacement
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Si une nouvelle série est mise à disposition sans modification de l'indice initialement prévu dans la formule, le titulaire et l'acheteur appliqueront celle-ci pour calculer la révision des prix sans établir d'avenant.

Formule paramétrique :

$$P = P_0 \times \frac{BT38}{BT38_0}$$

Dans laquelle :

P Prix révisé hors TVA

P₀ Prix hors TVA en valeur du mois de la date limite de réception des offres (mai 2025).

BT38 Dernier indice disponible lors du mois de la révision du prix prévu dans le marché

BT38₀ Indice publié, le mois de la date limite de réception des offres (mai 2025).

N.B : Après calcul, le coefficient de révision sera arrêté à la 4ème décimale. Celle-ci sera arrondie à l'unité supérieure si elle dépasse le chiffre 5.

8.3 Evolutivité du bordereau de prix unitaires

Le bordereau de prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement) est évolutif et permet l'introduction de prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations y compris pour l'astreinte.

Celles-ci sont introduites dans le cadre de l'accord cadre par voie d'avenant après accord du CNRS sur la tarification des nouvelles prestations et leur date de prise d'effet.

Les échanges avec le titulaire pour la notification de l'avenant s'effectuent via la plateforme dématérialisée PLACE.

L'évolutivité du bordereau de prix ne doit pas dépasser 15 %, du nombre total de lignes du BPU initial.

8.4 Dispositions financières diverses

La monnaie de référence de l'accord cadre est l'euro.

8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

9. MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Avance

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS, une avance pourra être versée au titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement, dès lors que le montant du bon de commande émis ou chaque marché subséquent, est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution soit supérieur à deux mois, conformément aux article R.2191-16 et R2191-3 du code de la

commande publique.

Son montant sera égal à 5% du montant toutes taxes comprises TTC du bon de commande.

Au titre du présent accord cadre, l'article R.2191-7 du code de la commande publique s'applique : « Lorsque le titulaire de l'accord cadre public, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal (5%) de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat ».

Elle sera versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire de l'accord cadre n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Pour toutes les commandes, sauf l'astreinte, le remboursement de l'avance est effectué sur le montant total de la demande de paiement qui correspond au montant de la prestation réalisée après service fait.

Pour l'astreinte, le remboursement total de l'avance est effectué lorsque le montant du bon de commande des prestations facturées par le titulaire atteint 50 % du montant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue en totalité sur les sommes dues ultérieurement au titulaire conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures

Pour les prestations liées à l'astreinte, le règlement des factures est mensuel au 1/12ème du montant annuel tel que défini dans la BPU de l'unité concernée.

Pour toutes les autres prestations, donnant lieu à l'émission d'un bon de commande, le règlement des factures est effectué « après service fait » c'est-à-dire après décision d'admission des prestations.

Pour les marchés subséquents : la facturation au CNRS s'effectue en appliquant le prix du taux horaire par qualification et le coefficient pour l'achat de matériel au CNRS indiqué dans le bordereau de prix chapitre 21 (annexe 1 de l'acte d'engagement). Le prix d'achat correspond au prix du tarif public du fournisseur diminué de la remise accordée au titulaire par le fournisseur. Le titulaire produira une copie de ses factures d'achat à l'appui du devis.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, elle est rejetée par le CNRS. Le titulaire de l'accord cadre renvoie une nouvelle facture conforme.

9.2.1 Formalisation des demandes de paiement

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement :

- soit sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, le titulaire applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.

- soit sous format papier selon les indications du paragraphe suivant.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°180089013 03720) ;
- Le service de l'entité CNRS facturée : (laboratoire demandeur) : *exemple* : UMR9012
- Le numéro d'engagement juridique (numéro de l'accord cadre indiqué sur l'entête de l'acte d'engagement - ATTR11) notifié par le CNRS.

Les factures doivent comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements complémentaires suivants :

- la désignation du titulaire (nom et adresse complète + siret) mentionnées lors de la notification de l'accord cadre,
- l'objet et le numéro de l'accord cadre CNRS ainsi que le numéro du bon de commande CNRS,
- la mention CNRS et le nom et adresse de l'unité : (inscrit sur chaque bon de commande)
- le numéro et la date de la facture,
- le numéro de la commande,
- la période facturée,
- la désignation des prestations : en référence au BPU ou au devis du titulaire pour les marchés subséquents
- la date de livraison/ exécution,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire
- le nom de l'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement,
- la désignation du comptable assignataire de la dépense,

9.2.2 Modalités de paiement

Les modalités de paiement applicables au présent accord cadre résultent des dispositions des articles L2192-10, L2192-12 à L2192-14 et R.2192-10 et R.2192-12 à R2192-15 du Code de la commande publique ainsi qu'aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

**Monsieur le Délégué Régional CNRS Ile de France Gif sur Yvette.
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

Le comptable assignataire de la dépense est :

**L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

En cas de groupement

L'article 12 du CCAG/FCS est applicable.

En complément de l'article 12 du CCAG/FCS, sur Chorus Pro, chaque membre du groupement doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire, désigné pour représenter les autres membres, prend connaissance des factures transmises par le ou les cotraitants.

Le cotraitant transmet sa demande de paiement dans Chorus Pro et doit identifier le mandataire.

Chorus Pro notifie au mandataire par courriel de la facture émise par le cotraitant pour validation.

En cas de refus de validation par le mandataire, le processus s'arrête et le cotraitant doit soumettre une nouvelle demande de paiement.

La facture n'est acheminée vers l'acheteur par le portail que si elle a été validée par le mandataire.

9.3 Délais de paiement

Les paiements des prestations réalisées sont réglés dans un délai global de paiement de 30 jours calendaires maximum à compter de la réception par le CNRS de la facture correspondante à la prestation réalisée.

La date de réception par le CNRS de la demande de paiement transmise sur le portail Chorus Pro correspond :

- lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au CNRS du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Le délai de paiement peut être suspendu par le CNRS s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Le comptable assignataire est celui qui est désigné dans l'acte d'engagement.

9.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

10.1 Réunion de lancement

Dès la notification de l'accord cadre, une réunion de lancement entre le CNRS et le titulaire est effectuée. Cette réunion est organisée par le Service Technique et Logistique (STL) sur le site de Gif-sur-Yvette avec l'ensemble des intervenants du Titulaire. Tous les points de l'article 8.1 du CCTP y seront abordés et documents transmis de la part du titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre la liste des personnels qu'il souhaite faire habilitier à l'accès en Zone à Régime Restrictif (ZRR) pour validation par les unités concernées.

Le plan de prévention sera initié lors de cette réunion. Le compte rendu de cette réunion sera pris en charge par le STL avec copie au titulaire.

10.2 Réunion de suivi d'activité

La première réunion se déroule au plus tard trois semaines après la réunion de lancement et permet de finaliser les points évoqués lors de la précédente réunion « lancement ». Le titulaire devra transmettre au STL les documents listés à l'article 8.2 du CCTP. La présence du titulaire est obligatoire conformément à l'article 6.1 du CCTP.

La périodicité de ces réunions d'activité est mensuelle, pour suivre l'exécution technique et administrative de l'accord-cadre, à l'initiative du CNRS. Le titulaire fournira au CNRS les documents spécifiés à l'article 8.3 du CCTP.

Les dates des réunions sont définies d'un commun accord entre le CNRS et le titulaire.

Le lieu de réunion est fixé par le CNRS, les frais de déplacement sont à la charge de la partie qui se déplace. Elles auront lieu le plus souvent sur le site du campus du CNRS de Gif sur Yvette mais à la demande de l'une ou l'autre partie elles peuvent se dérouler par échange de correspondances ou vidéoconférences sans frais supplémentaire.

10.3 Les intervenants de l'accord -cadre

10.3.1 Pour le Titulaire

Pour chaque interlocuteur désigné par le titulaire, conformément à l'article 6.1 du CCTP celui-ci transmet leurs coordonnées au STL par courriel aux adresses qui lui seront communiquées après notification de l'accord cadre ou lors de la réunion de lancement.

10.3.2 En cas de changement du personnel désigné pour le suivi de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse où le Titulaire doit changer le personnel désigné à l'article précédent dédié à ce présent accord cadre, il doit le notifier au STL dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

Aussi, le titulaire s'engagera à proposer au STL un personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui recruté pour ce présent accord cadre. Le STL se réserve le droit de refuser l'acceptation de ce personnel s'il juge ses références et/ou compétences inadéquates. Le titulaire doit alors proposer de nouveau du personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui qu'il remplace initialement.

Le titulaire désigne un remplaçant disposant des compétences équivalentes à l'acheteur par courrier électronique, dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

10.3.3 Pour le CNRS

Les précisions sont indiquées à l'article 6.2 du CCTP.

10.4 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques

Les échanges d'informations émanant de l'acheteur vers le Titulaire sont adressés via la messagerie PLACE sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

Les échanges d'informations émanant du titulaire vers l'acheteur sont formulés par **voie électronique**, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification de l'accord cadre, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord cadre. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Après notification de l'accord cadre, pour les correspondances écrites et les réunions relatives à l'accord cadre, les langues autorisées sont le français ou l'anglais à la demande de l'acheteur. Un traducteur peut être nommé par le titulaire de l'accord cadre si nécessaire.

10.5 Les types d'interventions :

Dans le cadre d'une intervention programmée :

Voir modalités pour la prise de rendez-vous et les documents à fournir de la part du titulaire, à l'article 8.4.5.2 du CCTP.

Le déclenchement des prestations s'effectue par l'émission du bon de commande émis par le représentant habilité de l'unité de recherche ou de services du CNRS et envoyé au titulaire. Le bon de commande est établi sur la base du devis estimatif qui se réfère soit au BPU soit à un marché subséquent et contenant un délai maximum d'exécution à réception de la commande.

En cas de dépassement de ce délai d'exécution, il pourra être appliqué des pénalités de retard définies à l'article 16 du CCAP.

Dans le cadre d'une intervention d'urgence :

Cette prestation est définie à l'article 8.4.5.1 du CCPT. Cette intervention d'urgence consiste à mettre en sécurité des installations du domaine couvert par l'accord cadre et pouvant mettre en danger les personnels ou les biens, pendant les heures ouvrables.

Le délai d'intervention ne doit pas excéder 2 heures à partir de la demande d'intervention du demandeur. La demande d'intervention est effectuée par téléphone et confirmée par messagerie électronique. L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite (courriel) par le Titulaire. Le délai d'intervention commence dès l'enregistrement de la demande d'intervention du laboratoire par le Titulaire.

Les réparations survenant à la suite d'une intervention d'urgence suivent le même circuit qu'une intervention programmée : le Titulaire remet son devis par mail au demandeur dans les 2 jours suivant l'intervention d'urgence et contenant un délai maximum d'exécution à réception de la commande et contenant un délai maximum d'exécution à réception de la commande.

Dans le cadre des prestations d'astreintes : réservée à certaines unités voir BPU.

Les modalités de l'astreinte sont définies à l'article 8.5 du CCTP. L'astreinte intègre le déplacement sur site et le temps passé (maximum 2 heures) pour une mise en sécurité des installations comprises dans le périmètre de l'accord-cadre.

Les réparations survenant à la suite d'une intervention dans le cadre de l'astreinte suivent le même circuit qu'une intervention programmée : le Titulaire remet son devis par mail au demandeur dans les 2 jours suivants son intervention et contenant un délai maximum d'exécution à réception de la commande.

La demande d'intervention, par le laboratoire est effectuée par téléphone ou par messagerie électronique. L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite (courriel) par le Titulaire. Le délai d'intervention commence dès l'enregistrement de la demande d'intervention du laboratoire par le Titulaire.

Le titulaire est tenu de respecter, alors, les exigences imposées à l'article 8.5.2 à minima.

Le forfait d'astreinte est annuel. Une unité qui s'engage à prendre le forfait « astreinte » reste engagée jusqu'à la fin de la durée de l'accord cadre.

Une unité non désignée comme bénéficiaire de l'astreinte à la notification de l'accord cadre peut en faire la demande à chaque date anniversaire de l'accord cadre soit la date de notification de l'accord cadre. Cet engagement est définitif jusqu'à la fin de l'accord cadre.

10.6 Modalités de passation des bons de commande :

Pour les prestations liées au bordereau de prix unitaire : les bons de commande sont émis par le CNRS pendant toute la durée de l'accord cadre au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire, par tous moyens et jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, notamment par messagerie ou courrier postal avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le délai d'exécution est indiqué sur chaque bon de commande et commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Pour les prestations relatives à l'astreinte : le bon de commande du montant annuel de la prestation est émis annuellement par l'unité ou service concerné à chaque date anniversaire de l'accord cadre à compter de la notification de celui-ci au titulaire. Il est adressé au titulaire, par messagerie ou courrier postal avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

10.7 Modalités de passation des marchés subséquents :

Objet d'un marché subséquent : le besoin est une intervention programmée non prévu dans le BPU et répond à un besoin ponctuel dans le périmètre de l'accord cadre. Le marché subséquent prend la forme contractuelle d'un bon de commande. Les prestations d'astreinte et d'urgence ne sont pas pris en compte dans les marchés subséquents.

Démarche :

L'unité ou service doit émettre lors de la survenance du besoin, une demande détaillée écrite, au titulaire, par messagerie électronique.

A réception de ce document et dans un délai de 4 jours maximum, le titulaire doit adresser, à l'unité demandeuse, un devis détaillé des prix (nombre d'heures estimé, nombre de déplacement prévu, le prix d'achat de la fourniture).

Si l'unité ou service valide ce devis, il adresse un marché subséquent contractualisé sous la forme d'un bon de commande en référence au devis émis par le titulaire, par messagerie électronique, pour notification et prise d'effet. Le titulaire en accuse réception pour faire valoir date certaine (date de notification).

Le délai d'exécution des prestations sera défini d'un commun accord entre les deux parties et confirmé sur le bon de commande et/ ou sur le cahier des charges du CNRS.

Si l'unité refuse le devis pour quelque raison que ce soit, l'unité adresse un mail au titulaire pour l'en informer dans un délai d'une semaine (7 jours calendaires) à compter de la réception de l'offre du titulaire.

Le marché subséquent est contractuellement constitué par : sa référence au présent accord-cadre, le descriptif technique du besoin (et le CCTP), le devis du titulaire et le bon de commande CNRS.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;

- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

10.8 Lieu de livraison

Le lieu d'exécution est précisé sur chaque bon de commande.

Le titulaire doit connaître les emplacements où seront réalisés les prestations liées à l'accord cadre. Le titulaire doit avoir estimé au préalable toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et des activités menées. Le titulaire est informé que l'accès au site se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité.

10.9 Nuisances

Les travaux se déroulent en site occupé et durant les heures d'ouvertures des unités sauf indication contraire et exceptionnelle par le CNRS : certains travaux, peuvent être exécutés en heures décalées.

La réflexion sur la réduction des nuisances (déchets, nuisances sonores) causées aux occupants des laboratoires en activité, est conduite dès la phase préparatoire de toute intervention (rendue possible par visite du site et documentation communiquée). En ce qui concerne les niveaux sonores à ne pas dépasser, les entreprises se conforment aux arrêtés municipaux ou préfectoraux.

Le titulaire met en œuvre de façon privilégiée des techniques permettant de limiter les niveaux sonores. Par exemple, il met en place des écrans sonores.

L'entreprise justifie de la conformité des outils et engins avec la réglementation sur les émissions sonores des engins de chantier. L'entreprise veille au port de protections auditives individuelles par son personnel.

10.10 Organisation pour le nettoyage du site et l'évacuation des déchets

En sus du CCTP, et du CCAG, il est utile de préciser les engagements attendus du titulaire sur les espaces occupés lors des interventions.

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations commandées (nettoyage, repliement des installations de chantier, réparation et remise en état des installations et locaux occupés/utilisés par le personnel du titulaire, potentiellement salis ou détériorés)

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant au tri et à l'évacuation des déchets résultant de la réalisation des prestations de l'accord cadre. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS.

10.11 Bilans annuels :

A compter de chaque date anniversaire de l'accord cadre (date de notification au titulaire), le titulaire adresse un « Bilan des commandes » au STLS dans un délai de 15 jours, à l'adresse communiquée par le STL.

Ce bilan doit comprendre a minima, pour chaque unité et service du CNRS, dans un document unique sous format Excel :

- La durée d'exécution pour chaque prestation et la fin de l'intervention
- Le nombre total des commandes, devis, facturation et autres, avec numéro et référence pour chaque unité et service du CNRS
- Les sorties d'astreinte
- Un état des lieux des maintenances programmées, versus les maintenances exécutées
- Un listing des marchés subséquents commandés
- Une analyse de l'obsolescence des installations avec indicateurs

- Un recensement des interventions correctives par domaine

Le titulaire fournit également, le cas échéant, un tableau excel indiquant toutes les prestations qu'il n'a pas pu honorer et pourquoi, ainsi que le nom de l'unité.

En cas de retard dans l'envoi du document, le titulaire s'expose à la pénalité présentée à l'article 16 du présent CCAP.

10.12 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le CNRS a la possibilité d'activer une ou plusieurs modifications dans le présent accord cadre en cours d'exécution quel qu'en soit le montant mais sans toutefois pouvoir en changer la nature globale.

Ces modifications concernent :

- la révision des prix annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre (selon les conditions de l'article 8.2 du présent document).
- l'intégration de nouvelles prestations, la modification ou la suppression de prestations prévues dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU). Ces modifications peuvent être liées à la réglementation applicable ou à des mouvements internes au CNRS dans les locaux administratifs et laboratoires.
- la variation dans les prix, en cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, aux modifications
- Prestation d'astreinte supplémentaire à la demande d'unités ou service à la date anniversaire de l'accord cadre.

10.13 Exécution de la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45.1 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord cadre (émission de bons de commande), aux frais et risques du titulaire.

Lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord cadre (émission d'un bon de commande), ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai fixé par le STL ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution des prestations dans ce délai, l'accord cadre est résilié pour faute du titulaire ;

10.14 Locaux mis à la disposition du titulaire :

En complément de l'article 10 du CCTP, le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions consécutives à un usage anormal ou non-respect des consignes d'utilisation seront facturées au titulaire. Il n'est pas prévu de locaux pour le stockage de matériels et outillages.

10.15 Clauses de sureté

Si le titulaire ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il rechercherait avec le CNRS toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par ce cas de force majeure.

11. CLAUSE SOCIALE

11.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur de : **2 000 heures** de clause sociale d'insertion pour la durée globale de l'accord cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue de l'accord cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

11.2 - Les publics visés

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

11.2-1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

11.2-2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte Handicapé (AAH), de l'allocation de l'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans

locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement par le facilitateur à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

11.3- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS notamment :

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Ainsi, afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par le Pôle Achats Responsables de la MEIF Paris Saclay qui doit être sollicité en prenant contact avec le facilitateur des clauses d'insertion :

Pôle Achats Responsables - MEIF
Téléphone : 07.60.76.29.24/ 06 68 07 06 01
E-Mail : s.nifa@meif.fr - m.maquin@meif.fr

Dans les 10 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire prendra contact avec le pôle Achats responsables de la MEIF.

11.4-Modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), d'une entreprise adaptée (EA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

11.5-Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur

privilegié de l'acheteur et du facilitateur.

- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois selon nature de l'activité.

- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois.

Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants [exemple : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ». Traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action de l'insertion.

11.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

11.7. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

- Comptabilisation des heures de formation

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIP), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.). Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIP, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre

du marché.

11.8. Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à m. maquin@meif.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX07.

11.9. Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques,
 - o établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
 - o qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier

de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

1/ Pour limiter la consommation de papier, toute documentation est fournie sur support électronique selon les modalités indiquées à l'article 10.5 du présent CCAP.

2/ Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ces exigences, des pénalités s'appliquent conformément à l'article 16 du présent CCAP.

13 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1 Opérations de vérification

Conformément à l'article 27.1 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont exécutées par chaque unité ou service et consistent à vérifier la conformité des prestations réalisées en lien avec les exigences des prestations décrites sur le bon de commande, le CCTP ou par le marché subséquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'unité n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

13.2 Déroulement des opérations de vérification

Le déroulement des opérations de vérification sont effectuées par chaque unité ou service ayant émis un bon de commande, dans les conditions

- des articles 28.1 du CCAG/FCS pour les prestations dites d'urgence et d'astreinte ; vérification quantitative et qualitative simples
- et 28.2 du CCAG/FCS pour les prestations programmées et les marchés subséquents, dans les conditions prévues à l'article 29.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'unité ou service effectue, les opérations de vérification dans un délai de 15 jours après l'exécution des prestations de services effectuées.

13.3 Décision après vérification

L'unité ou service ayant émis un bon de commande effectue les opérations de vérification sur les prestations effectuées et établit une décision d'admission pour les prestations programmées et les marchés subséquents en suivant le circuit ci-dessous :

rédiger un procès-verbal des opérations préalables à la réception des prestations, signé des 2 parties (unité ou service demandeur et le titulaire). Le formulaire type EXE4 est proposé comme modèle et disponible sur internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-execution-des-marches-2019>).

Au terme de la phase des opérations de vérification l'unité ou le service demandeur notifie au titulaire par tous les moyens écrits sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG/FCS. Il est

prévu d'utiliser à cet effet le formulaire type EXE6 disponible sur internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-execution-des-marches-2019>)

Si cette décision n'est pas notifiée au terme des délais de vérification, les prestations sont réputées réalisées et conformes aux exigences du bon de commande, sans qu'aucune formalité particulière ne soit nécessaire.

14 MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION

14.1 Modifications techniques mineures

Des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord cadre.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire de l'accord cadre lors de la mise en concurrence.

14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord cadre est portée impérativement à la connaissance de l'acheteur par courriel.

Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

14.2.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession de l'accord cadre ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'acheteur par écrit. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord cadre par l'acheteur et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

14.2.2 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer l'acheteur par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations.

Les situations entraînant une cession de l'accord cadre et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 22.1 du présent document.

15 SOUS TRAITANCE

15.1 Dispositions générales

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L.2193-3 à L.2193-7 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations de l'accord cadre à condition d'avoir obtenu préalablement de la part de l'acheteur l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité de l'accord cadre est interdite.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord cadre vis-à-vis de l'acheteur.

15.2 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution de l'accord cadre, avoir recours à un ou des sous-traitant(s), remet au service de l'acheteur de la délégation Ile de France Gif sur Yvette :

- La déclaration du sous-traitant (DC4) dûment signée en original par le titulaire et par le sous-traitant, téléchargeable sur le site du Ministère de l'Economie et Finances <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- La déclaration du candidat sous-traitant (DC2)
- Les attestations fiscales et sociales à jour
- A minima les capacités et références professionnelles
- L'attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité
- Un RIB,
- KBIS de moins de trois mois,

Cet agrément ne sera recevable que sous réserve que la demande soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acceptation finale du sous-traitant par l'acheteur et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions contractuelles que le titulaire. Toutefois, le titulaire est le seul responsable auprès de l'acheteur des approvisionnements de ses fournisseurs et de l'exécution de l'accord cadre.

Tout changement, pour quelque raison que ce soit, de l'un des sous-traitants, de la nature ou de la quantité du travail sous-traité, doit obtenir au préalable l'accord écrit de l'acheteur, sous la forme de notification de l'avenant spécial de sous-traitance concerné.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acheteur peut refuser le sous-traitant proposé qui ne présenterait pas les capacités suffisantes pour l'exécution des prestations sous-traitées. Il peut également refuser la sous-traitance de toute opération de sous-traitance qui revête le caractère de « tâches essentielles de l'accord cadre » au sens de l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

15.3 conditions de paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant qui entend bénéficier du paiement direct adresse sa demande au titulaire sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose directement auprès de lui contre récépissé. Cette demande de paiement direct doit correspondre au solde des prestations ou travaux effectués ou à un acompte.

A compter de l'accomplissement de cette formalité, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la demande de paiement direct. Pour ce faire, il examine la demande et vérifie si elle correspond aux prestations qui ont effectivement été exécutées par le sous-traitant. Le titulaire peut accepter la totalité des pièces justificatives, une partie des pièces justificatives et en rejeter certaines ou bien rejeter l'ensemble de la demande.

Une fois sa décision prise, le titulaire la notifie au sous-traitant et à l'acheteur. En cas d'acceptation expresse, il joint à la facture adressée à l'acheteur ou son représentant une attestation et indique le montant des sommes à prélever au profit du sous-traitant.

Dans l'hypothèse où le titulaire oppose un refus de paiement direct au sous-traitant, il doit motiver sa décision auprès du sous-traitant et de l'acheteur.

L'acheteur n'a pas à apprécier la légalité du motif invoqué par le titulaire à l'appui de son refus. A l'issue du délai de 15 jours, le titulaire qui ne s'est pas manifesté est réputé avoir accepté la demande de paiement direct adressée par le sous-traitant.

En parallèle de la demande adressée au titulaire, le sous-traitant adresse sa demande à l'acheteur, qu'il accompagne des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé. A la réception de cette demande, l'acheteur adresse alors à son tour, et sans délai, au titulaire de l'accord cadre une copie des factures produites par le sous-traitant. Il informe par la suite le titulaire du paiement direct du sous-traitant auquel il a procédé pour les prestations que ce dernier a exécutées.

Cette demande parallèle adressée à l'acheteur permet au sous-traitant de se prémunir contre l'éventuelle négligence du titulaire dans la transmission de la demande de paiement à l'acheteur et d'exiger de ce dernier le paiement des prestations qu'il a exécutées. Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord cadre n'a ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant dans le délai de 15 jours imparti suivant sa réception, ni transmis celle-ci à l'acheteur, le sous-traitant qui n'a pas transmis en parallèle sa demande de paiement à l'acheteur ne pourra prétendre au paiement direct et aucun intérêt moratoire ne pourra être réclamé⁸⁵. Cette transmission parallèle permet en effet à l'acheteur de s'assurer que la demande de paiement a bien été adressée au titulaire et de connaître la date à compter de laquelle, sans manifestation de sa part, il doit procéder au paiement direct du sous-traitant.

15.4 Obligations du titulaire

Le Titulaire reste personnellement responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et il demeure le seul interlocuteur de l'acheteur. Il assume donc entièrement seul pendant la durée de l'accord cadre, devant l'acheteur comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée aux prestations pour lesquelles il est engagé.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance est agréée par l'acheteur, le Titulaire doit :

- S'assurer que son sous-traitant dispose notamment des capacités techniques, professionnelles et financières ou de sécurité d'information ou de sécurité d'approvisionnement pour exécuter à bien les prestations que le Titulaire lui confie, aussi bien quantitativement que qualitativement ;
- S'engager à répercuter à son sous-traitant, au titre de son contrat de sous-traitance, l'ensemble des obligations contractuelles définies au présent accord cadre, en particulier celles propres aux prestations qu'il exécutera.

L'autorisation de sous-traitance partielle ne libère pas le Titulaire de ses obligations contractuelles. Le Titulaire répond de tout manquement d'un de ses sous-traitants ou de tout autre intervenant de son fait ou du fait de ses sous-traitants.

16 Pénalités

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable alors les pénalités de retard s'appliquent.

Le montant des pénalités de retard d'exécution ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

Pour chaque bon de commande, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €. Les pénalités sont calculées de la façon suivante.

Par dérogation à l'article 14.1.1. les pénalités sont calculées de la façon suivante :

Pénalités pour retard

Pénalités	Montant (€ HT) ou %
En cas de retard dans la remise du devis en réponse à un marché subséquent émis par le CNRS	150,00 € par jour de retard
Retard sur la constitution du dossier de déclaration en zone ZRR	100,00 € par jour de retard
En cas de non-transmission au CNRS (à sa demande) de la justification de traçabilité de traitement des déchets issus de l'exécution des prestations	100,00 € par jour de retard
Non-respect du délai indiqué sur le bon de commande	100,00 € par jour de retard
Non-respect du délai d'intervention lors de l'astreinte et/ou de l'intervention urgentes	200,00 € par jour de retard
Retard sur la réalisation de la visite dans les 5 jours après la demande d'intervention	100,00 € par jour de retard
En cas de retard sur la transmission du bilan annuel	100,00 € par jour de retard

Les pénalités sont libératoires, interdisant à l'acheteur de réclamer toute indemnité supplémentaire au titre des préjudices qu'elles couvrent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation de l'accord cadre.

Les autres pénalités prévues à l'accord cadre sont :

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier	1 000,00 € par infraction constatée
---	-------------------------------------

Absence non justifiée à une réunion mensuelle.	150,00 € par absence
Absence non justifiée de l'encadrement sur le site d'exécution de la prestation	250,00 € par jour d'absence
Absence à une visite du contrôle technique	500,00 € par infraction constatée
Non remise de documents relatifs à la prestation réalisée ou à l'exécution général de l'accord cadre	150€ par document absent
Dépôts de matériel, matériaux, gravois en dehors des zones prescrites	250,00 € par infraction constatée

Pénalités liées à l'insertion sociale

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	50 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	50 euros par absence
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle.	100 euros par jours de retard et par document (jour calendaire)

Pour les pénalités liées à l'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 11.5. « Contrôle de l'action d'insertion » du présent document. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Retard dans l'exécution des prestations de l'accord cadre

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport aux délais contractuels, le CNRS lui adresse préalablement, par voie électronique selon les modalités fixées à l'article 10.4 (Modalités des échanges) du présent CCAP, un courrier de mise en demeure l'invitant à exécuter la prestation concernée ou à présenter ses observations dans le délai imparti par le CNRS :

- 1) Si le Titulaire exécute la prestation dans le délai imparti par le CNRS dans sa mise en demeure, les pénalités pour retard ne sont pas appliquées ;
- 2) Si le Titulaire n'exécute pas la prestation ou ne présente pas ses observations dans le délai imparti dans la mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être initialement remis ;
- 3) Si le Titulaire présente ses observations dans le délai imparti, sans avoir exécuter les prestations, le CNRS peut, à sa discrétion :
 - ne pas appliquer les pénalités de retard et proroger le délai d'exécution de la prestation ;
 - appliquer les pénalités de retard (le cas échéant en les modulant sensiblement à la baisse) et proroger le délai d'exécution de la prestation : les pénalités applicables portent alors sur la période de retard qui court à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait dû être initialement remis jusqu'au jour où le CNRS reçoit les observations du Titulaire.

La prorogation du délai d'exécution de la prestation donne lieu à l'établissement d'un planning actualisé d'exécution répondant aux conditions d'exécutions des prestations de l'accord cadre.

- rejeter les observations du Titulaire : dans ce cas, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessus, à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait initialement dû être remis.

17 Résiliation

Le chapitre 7 du CCAG/FCS s'applique (article 38 à 45 du CCAG/FCS).

18. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE

18.1 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CNRS.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CNRS sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission. Ces échanges doivent être contractualisés par écrit entre les deux parties.

18.2 Obligation du titulaire

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements décrits dans les documents contractuels de l'accord cadre. Il se doit de réaliser les prestations de l'accord cadre conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de la profession.

Si le Titulaire ne respecte pas ces obligations, il peut se voir opposer la résiliation pour faute de l'accord cadre.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat s'agissant notamment du respect des engagements et des délais fixés par l'accord cadre.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations demandées et apprécie sous sa responsabilité les informations, notamment techniques dont il a besoin de disposer pour assurer la bonne exécution des prestations objets de l'accord cadre.

Notamment :

- Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations qui lui sont confiées dans les conditions des documents contractuels listés dans l'accord cadre et conformément aux exigences de l'acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de manière professionnelle et avec tout le soin requis et, en particulier à se conformer aux documents contractuels et aux règles de l'art applicables à son activité professionnelle, pour le type de prestations effectuées et aux éventuelles spécifications communiquées par l'acheteur ;
- Le Titulaire est responsable des fautes que son personnel pourrait être amené à commettre dans l'exécution des prestations ;
- Le Titulaire assume la responsabilité des méthodes et procédés de la qualité, du suivi et de l'encadrement de son propre personnel et de l'organisation pratique des prestations ;
- Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur, dans les plus brefs délais, de toute difficulté, au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre ;
- Le Titulaire contrôle tous les documents ou informations qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'engage à mettre en garde l'acheteur sur toute anomalie ou omission relevée.

18.3 Respect des dispositions du code du travail

En apposant sa signature sur l'acte d'engagement de l'accord cadre, le titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit accord cadre, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

L'acheteur s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée à l'acheteur

Le titulaire transmet tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord cadre les pièces prévues aux articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail et L.243-15 du code de la sécurité sociale sous peine de résiliation de l'accord cadre par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure.

18.4. Documents à fournir en cours d'exécution

En cours d'exécution de l'accord cadre, le Titulaire s'il est installé en France doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

En outre, le Titulaire doit présenter chaque année une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et l'adresser à l'acheteur par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification de l'accord cadre.

19. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

19.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)

Certaines zones des unités sont des ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès pour les visiteurs est réglementé avec des conditions particulières pour accéder au site. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ces conditions.

Seul, le personnel intervenant dans les zones ZRR des unités doit être préalablement autorisé à accéder aux zones protégées. L'instruction d'un dossier de demande d'autorisation, pour les cas les plus complexes, est estimée à 10 semaines.

19.2 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5 du CCAG/FCS.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (*applicable à compter du 1^{er} janvier 2025*) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

19.3. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

À l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus

d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1^{er} janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 15 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 1.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre (ou ses bons de commande ou marchés subséquents), pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

19.4. Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre (exécuté par bons de commande ou marchés subséquents) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent accord-cadre.

20. RESPONSABILITE ET GARANTIE

20.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause.

En cas de dommage causé sur les biens de l'acheteur par le Titulaire lors de l'exécution de l'accord cadre, la procédure suivante est mise en place :

- L'acheteur constate le dommage, se prononce sur le caractère réparable du dommage et définit, le cas échéant, les actions correctives. Ces éléments sont consignés dans un procès-verbal d'incident qui est transmis au Titulaire ;
- Si le dommage est réparable :
 - Le Titulaire propose à l'acheteur de procéder, aux frais du Titulaire, à une réparation selon les modalités et les délais qu'il convient avec l'acheteur ;
 - Si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et les délais d'intervention pour effectuer la réparation, l'acheteur peut décider de faire réparer le dommage par un tiers, aux frais du Titulaire, sur présentation de la facture.

22.2.1 Garantie sur les prestations

Au titre de l'article 33 du CCAG FCS toute prestation liée à l'objet de l'accord cadre, réceptionnée est couverte par principe, par une garantie d'un an, à compter de leur admission par l'unité acheteur.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.
Le titulaire s'oblige également à prendre en charge la partie défectueuse des prestations qui auraient dû faire l'objet d'une obligation de conseil de la part du titulaire.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par ordre de service/décision après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

21. GARANTIES FINANCIERES

Les stipulations des articles R 2191-32 à R 2191-44 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'appliquent pas au présent accord cadre

22. STIPULATION PARTICULIERE

Toute modification par le titulaire sur l'ensemble des pièces contractuelles de l'accord cadre est nulle et non avenue.

23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du présent CCAP sont conformes au régime de propriété intellectuelle du chapitre 6 du CCAG/FCS (article 34 à 37 du CCAG/FCS)

24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

24.1 Règlement amiable

L'article 46 du CCAG FCS s'applique.

24.2 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord cadre, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

25. REDRESSEMENT JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS

L'article 39.2 du CCAG/FCS s'applique.

26. DISPOSITIONS DIVERSES

26.1 Cession de l'accord cadre

Par cession de l'accord cadre, il est entendu tout remplacement du Titulaire par un tiers à l'accord cadre, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express de l'acheteur qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés du Titulaire au stade du dossier de candidature.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

La cession de l'accord cadre acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

26.2. Droit applicable

Le droit applicable au présent accord cadre est le droit français.

26.3 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette
Agent Comptable Secondaire
Service Financier Achats et Comptable
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

26.4. Mauvaise interprétation de l'accord cadre

Si, après notification de l'accord cadre, le titulaire découvre qu'il a mal interprété le CCTP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des présentes spécifications techniques et le titulaire devra exécuter les travaux en conformité avec le CCTP et sans coût additionnel.

Durant l'exécution de l'accord cadre, toute évolution des spécifications techniques demandée par le titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite et soumise à la validation de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces propositions sans devoir justifier sa décision.

27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Toutes les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent au présent accord cadre sauf stipulations dérogatoires prévues dans les clauses particulières du présent CCAP, selon le tableau récapitulatif ci-après :

Articles du CCAP :	Articles du CCAG/FCS :
3	4 et 4.2.1.
9.2	11.6
13.1	27.3
16	14.1.1.
19.2	5